

Sommaire du projet Halifax Neighbourhood Legal Services
Dalhousie Legal Aid Service

Numéro 4552-1-21

Stade d'exécution Terminé

Problème Les assistés sociaux et les groupes à faible revenu souffraient d'une insuffisance de services juridiques et sociojuridiques. On reconnaissait aussi un manque d'experts en droit des pauvres et un manque d'information du public sur les droits garantis par des lois.

But du projet pilote Vérifier, dans le cas des personnes à faible revenu ou des assistés sociaux, l'efficacité des services juridiques de la collectivité à remplir leur rôle d'animation et de consultation auprès des groupes et des personnes et à faire de la recherche en matière de droit des pauvres et de réforme des lois.

Méthodologie Un bureau central, converti en centre d'accueil, devait offrir des services juridiques dans le quartier des défavorisés de Halifax. Le bureau se chargeait d'assurer directement des services d'aide juridique aux assistés sociaux et aux groupes à faible revenu. Il encourageait la collectivité à renseigner sur ses droits et animait celle-ci par le déploiement et l'utilisation du service. Le bureau se menait aussi des recherches dans les domaines de la réforme des lois et du droit des pauvres.

Constatations Un bureau central et un bureau situé dans un projet de logements sociaux fournissent des services juridiques. Le bureau devait fonctionner comme un centre d'accueil, mais en raison du grand nombre de clients et de l'absence d'autres services juridiques, il doit demander aux intéressés de se présenter sur rendez-vous. Les services, offerts par des avocats et des étudiants en droit, recouvrent une multitude de secteurs, dont les problèmes familiaux et la délinquance, les questions relatives à l'aide sociale, la protection du consommateur, les problèmes des handicapés tels que les aveugles, les malades mentaux et les invalides. Le bureau offre des cours aux gens du milieu sur les aspects légaux du mariage et sur d'autres questions familiales. Quelques-unes des personnes inscrites au cours peuvent ensuite exercer des fonctions paraprofessionnelles. Un des cours offerts portait sur les mesures que les personnes peuvent prendre elles-mêmes en cas de divorce. On tente de travailler avec des groupes communautaires, même si l'organisation communautaire en est à un stade élémentaire; des recherches ont été menées sur les sociétés de développement communautaire. La plus importante modification réalisée dans le cadre du projet est l'influence exercée sur les autorités provinciales; en effet, le type communautaire d'aide juridique sera adopté comme modèle pour le système de services juridiques qui sera mis en œuvre dans la province.

Projet parrainé par Dalhousie Legal Aid Service

Durée Mars 1971 à mars 1974

Financement Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social

Rapport Evaluation: Dalhousie Legal Aid Service, par Robert Cooper, 1972, 38 p.

Adresser toute correspondance à: Executive Director, Dalhousie Legal Aid Service,
Dalhousie University, Faculty of Law, Halifax, Nova Scotia

Résumé préparé par la Direction générale des subventions au bien-être—janvier 1974.